

UNE APPROCHE NON MILITAIRE ET MULTI-ACTEURS PEUT RAMENER LA PAIX DANS L'EST DE LA RDC AINSI QUE TOUTE LA REGION DES GRANDS LACS

9 mai 2023

La Région des Grands Lacs est entrée dans un cycle infernal des violences protéiformes depuis les années 1990 avec l'attaque du Rwanda qui a débouché, en 1994 à un génocide des Tutsi et l'exil de millions des réfugiés dont la majorité s'est déversée en ex-Zaïre, aujourd'hui la République Démocratique du Congo (RDC). Le Front Patriotique Rwandais au pouvoir justifia son attaque sur le non-règlement du problème de réfugiés. Aujourd'hui Il soupçonne les pays voisins qui hébergent ses réfugiés d'avoir de mauvaises intentions envers son régime.

Le chef de la rébellion ADFL qui renversa le régime du Président Mobutu avec l'aide du FPR, feu SE Laurent Desire Kabila en 1996 était un ancien réfugié, le parti au pouvoir au Burundi est composé d'anciens réfugiés.

Les conflits et guerres qui durent depuis cette date auraient déjà occasionné la mort de plus de 10 millions de personnes, la plus grande catastrophe humanitaire après la deuxième guerre mondiale. Les déplacés en République Démocratique du Congo sont estimés à presque six millions personnes. Les réfugiés rwandais en RDC sont estimés à plus de deux cent mille.

L'expérience a démontré que l'exclusion socio politique, l'absence de l'état de droit, les violations des droits civils et politique de l'homme constituent la principale source de conflits qui créent des réfugiés, des déplacés internes et emportent des millions de vies humaines. Une solution durable doit se baser sur le règlement de ses questions et pas sur les solutions militaires ou le nombre de conférences qui seront tenues.

Les efforts déployés par communauté internationale à travers la MONUSCO, les efforts de l'Union Africaine et des organisations régionales à savoir le cadre de paix, de sécurité et de coopération pour la RDC signé par les représentants de 11 pays de la région, ainsi que les présidents de l'Union africaine, de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, les efforts de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et actuellement les efforts de la Communauté Est Africaine. La solution militaire vainement préconisée depuis plus de deux décennies par les gouvernements de la Région des Grands Lacs Africains pour faire face à la crise sécuritaire provoquée et entretenue par les groupes armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) n'a pas produit de résultats tangibles.

Fort de tout ce qui précède, nous lançons donc un appel pressant à la tenue **d'un Dialogue National Hautement Inclusif** au niveau régional et dans chaque État de la région des Grands Lacs en vue de résoudre les problèmes socio-politiques tant sur le plan régional qu'interne pour discuter carte sur table toutes ces causes précitées à la base de l'insécurité cyclique et endémique.

Au regard de la complexité et de la dimension régionale du problème des réfugiés, nous recommandons également la tenue d'une **Conférence Régionale** sur les défis, les enjeux et la gestion des réfugiés de la Région des Grands Lacs.

A l'instar du Gouvernement de la République Démocratique du Congo qui est déjà engagé dans un dialogue avec ses opposants civils ou armés nous invitons les autres pays de la région de faire la même chose. C'est un pas important dans la bonne direction.

Les signataires :

1. Ramazani Zahera, SYNERGIE CITOYENNE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN RDC.
2. Me Firmin Yangambi, FONDATION PAIX SUR TERRE/ RDC
3. Christian Utheki, SOCIÉTÉ CIVILE RDC/ GROUPEMENT EST/RDC
4. Hakizimana Joel, CIRID/BURUNDI
5. Mme Victoire Ingabire Umuhiza/Militante pour la démocratisation du Rwanda/ RWANDA
6. Me Ntaganda Bernard, Président fondateur du Parti Socialiste Imberakuri, RWANDA
7. Me Jordi Palou Loverdos, Médiateur en conflits et consultant en résolution pacifique des conflits

8. Organisations
 - Novact, Instituto Internacional por la Acción Noviolenta
 - Fundacion Carta de la Paz dirigida a la ONU
 - Assistance aux Victimes des Conflits en Afrique centrale, asbl AVICA
 - Federació Coordinadorad d'ONG Solidàries de les comarques gironines i l'Alt Maresme
 - Grup Balear d'Ornitologia i Defensa de la Naturalesa (GOB)
 - ANUE, Asociacion de las Naciones Unidas en España
 - AIPAZ, Asociacion Investigacion para la Paz (España)
 - Comission de Derechos Humanos y Derecho Penal Internacional del Ilustre Colegio de la Abogacia de Barcelona (ICAB).
 - Lliga drets dels Pobles
 - Ville de Marratxi/Espagne
 - Fundacion FICAT

Contact avec médias :

- Me Firmin Yangambi +243 829 390 853
- Me Ntaganda Bernard +250 780 441 168
- Me Jordi Palou Loverdos: palou-rognoni.advocats@icab.cat